Le n'importe quoi et le moins que rien

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/945>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.945

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2012

Pagination : 147-153

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Le n'importe quoi et le moins que rien », *Hommes & migrations* [En ligne], 1300 | 2012, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/945> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.945>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Le n'importe quoi et le moins que rien

Mustapha Harzoune

- 1 Il est difficile en cette fin d'année de s'abstraire du cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie et ce malgré les deux dossiers qu'*Hommes & Migrations* lui a consacrés et les recensions des publications et autres articles sur ce thème proposés tout au long des six numéros de la revue. L'actualité oblige à revenir sur l'histoire franco-algérienne, la mémoire algérienne de la société française et la présence algérienne en France. Un rapide tour d'horizon le montre aisément : pataquès autour de l'exposition Camus à Aix-en-Provence ; déclarations algériennes et bras d'honneur de Gérard Longuet ; reconnaissance présidentielle de la *"répression sanglante"* du 17 octobre 1961 ; adoption par le Parlement de la loi qui fait du 19 mars la date anniversaire du cessez-le-feu. À cela il faut ajouter ces troubles soubresauts qui trahissent le mal qui continue de ronger une partie du corps social dans son rapport avec ses migrants et singulièrement ici, avec ses immigrés ou ses étrangers originaires de ses ex-départements algériens : non-lieu dans l'affaire Ali Ziri, débat sur le droit de vote des étrangers ou les chocolatinas de M. Copé. Il faut ajouter enfin les conclusions d'une nouvelle enquête de l'Insee.
- 2 Tout semble relever du n'importe quoi et du moins que rien. Le n'importe quoi des actes et des déclarations nourris d'indifférence, de stigmatisation, de discrimination, de mépris ou de suspicion, en direction de celui qui reste, pour certains, le moins que rien : l'Algérien et ses avatars hexagonaux. Symboliques sont de ce point de vue le courage et le combat d'une mère.

"On n'a pas besoin de la haine"

- 3 Latifa Ibn Ziaten a 52 ans. Cette Marocaine arrivée à 17 ans en France est aujourd'hui française. Elle a élevé cinq enfants dans le *"respect"*, le *"partage"*, la *"responsabilité"*, la *"valeur de l'argent"*, le goût pour l'école et la lecture : *"Moi, même si je n'avais pas le niveau, mes enfants faisaient leurs devoirs devant moi, et je les faisais répéter, même si je ne savais pas."*

Des fois, ils se posaient des questions : 'Mais on a bien lu ? - Non ! Non ! Tu répètes !', et mes enfants répétaient" (Les pieds sur terre, France Culture, 16 octobre).

- 4 Son fils était un "bon soldat", qui "aimait le pays où il est né et où il a grandi", qui était "fier de porter l'uniforme, un enfant de la République". Il s'appelait Imad Ibn Ziaten. Il avait 30 ans, militaire de carrière, maréchal des logis-chef du régiment parachutiste de Franczal (Haute-Garonne), il est la première des huit victimes de Mohamed Merah.
- 5 Latifa et son époux ont appris l'assassinat de leur fils par un coup de fil alors qu'ils séjournaient en Turquie. "Il a fallu prendre deux avions pour rentrer en France. Rouler toute la nuit jusqu'à Toulouse. Et parce qu'on ignorait alors tout du meurtrier d'Imad, subir l'interrogatoire des policiers. J'ai répondu que je n'avais pas de criminel à la maison. J'ai dit : Mon fils, je l'ai élevé et je l'ai donné à l'armée. Et je suis sortie. Latifa essuie ses larmes : 'Avec le soutien du Maroc, la seule porte qui s'est ouverte pour nous, c'était la caserne. Le capitaine de mon fils pleurait. Ses officiers aussi étaient perdus.'" (Le Parisien, 19 septembre).
- 6 "Au départ, dans les journaux, on parlait de règlement de comptes, de trafiquants. Ils ont sali l'image de mon fils. Même la police, et ça c'était trop dur à accepter. C'est une image qui restera toujours dans mon cœur. Nous on était tout seuls. Pourquoi on n'était pas soutenus ? Pourquoi on n'avait pas d'aide ? Pourquoi ? Parce qu'il s'appelait Imad ? C'est pour cela que je posais la question. C'est ce que je ne comprenais pas. Mais la vérité a éclaté et cela a été un soulagement. Mais personne ne m'a contactée. Je l'ai appris par les informations. Comme tout le monde. Et c'est pour cela que c'était dur. La seule porte, ça a été la caserne, son régiment, son colonel, les soldats qui m'ont accueillie (...)" (France Culture, 16 octobre).
- 7 Depuis la mort d'Imad, Latifa Ibn Ziaten veut "comprendre". "Elle est partie, seule, jusqu'au quartier où Merah a grandi. Au pied d'une tour, elle dit avoir compris en discutant avec un groupe de jeunes. 'Merah, c'est un héros de l'islam, madame', s'échauffent-ils. 'Quand ils ont su qui j'étais, ils sont devenus tout petits.' 'Excusez-nous m'dame, s'cusez...'" (Le Parisien, 19 septembre). Latifa Ibn Ziaten a compris que "dans les cités il y a un mur, et ce mur il faut le casser pour qu'on puisse vivre ensemble". "Moi je resterai debout pour défendre les valeurs républicaines dans les quartiers (...), je voudrais apporter quelque chose à ces jeunes. Ils doivent vivre comme nous. (...) Parce que ce sont des Français, ils sont nés en France, ce sont des Français. On ne les oublie pas c'est important. On ne les laisse pas de côté" (France Culture, 16 octobre).
- 8 Aussi, au quarantième jour du deuil de son fils, Latifa a lancé l'association Imad Ibn Ziaten pour la jeunesse et la paix. Elle entend se rendre en prison, dans les écoles, les quartiers déshérités. "J'irai jusqu'au bout du monde pour qu'il n'existe pas d'autre Merah. Pour qu'aucune mère, aucun père, ne souffre comme je souffre." Elle retournera aussi dans le quartier de "l'assassin". De lui, elle parle avec ces mots : "Le foyer, le père en Algérie, la mère toute seule, les bagarres, la délinquance... Il a eu un parcours très grave pour un enfant de 23 ans. Peut-être, si on l'avait aidé... Peut-être qu'il n'y aurait pas tout ce chagrin" (Le Parisien, 19 septembre). "Il faut voir la paix en soi et la passer aux autres. On n'a pas besoin de la haine. Ce n'est pas comme cela que l'on peut avancer dans la vie. Il faut amener la lumière à ces jeunes, poser sa foi, respecter l'autre et travailler" (Libération, 11 octobre).
- 9 Pourtant, le 16 octobre, La Dépêche rapporte que "les familles des trois paras assassinés par Mohamed Merah sont en colère (...). Dans une lettre adressée au président de la République, les proches d'Abel Chennouf, de Mohamed Legouad, d'Imad Ibn-Ziaten et ceux de Loïc Liber, grièvement blessé lors de la tuerie de Montauban, ont fait part de leur déception face à l'annulation des rencontres prévues avec le ministre de la Défense." "Pour les proches des

soldats, cette attitude n'est pas acceptable, alors même que François Hollande avait promis le 19 septembre dernier des 'moyens nouveaux' (...) pour les victimes du terrorisme."

- 10 Quelques semaines plus tard, à l'occasion des cérémonies du 11 novembre, le chef de l'État a rendu hommage aux 13 soldats français morts en Afghanistan depuis le 11 novembre 2011. Or "les noms des trois soldats victimes de Merah, Imad Ibn Ziaten, Abel Chennouf et Mohamed Legouad, 'n'ont pas été cités alors qu'ils ont été tués parce qu'ils étaient des cibles militaires', s'est indigné Albert Chennouf. 'À travers eux, c'est la France qui a été visée', a-t-il dit. 'Je m'élève contre cette discrimination raciale (...). Si nos enfants étaient d'origine gauloise, ils auraient été honorés.' Il a de nouveau demandé, comme l'ont fait toutes les familles des victimes militaires de Merah depuis les meurtres de mars 2012, que l'État reconnaisse que leurs enfants sont 'morts pour la France'" (Le Point.fr, 11 novembre). Après que le ministère a annoncé que le statut de pupille de la nation sera accordé aux enfants des victimes de Merah, *Le Monde* rappelle que "les familles des soldats assassinés par Merah avaient eu le sentiment d'être les oubliées de l'affaire. Les proches de M. Ibn Ziaten, le premier soldat piégé par Merah (...), avaient ainsi mal vécu d'avoir à subir dans un premier temps une enquête de police orientée vers des faits délictueux, comme si leur fils était un délinquant. Le ministre de la Défense au moment des faits, Gérard Longuet, ne les avait pas reçus." (28 novembre).

Bras d'honneur et "coup de tête dans le vide"

- 11 Avec Gérard Longuet, c'est l'Algérie de papa qui revient sur le devant de la scène médiatique. Le 30 octobre, l'ancien ministre UMP, sénateur et conseiller régional de Lorraine, réagissant à une dépêche indiquant que les autorités algériennes demandaient une "reconnaissance franche des crimes perpétrés par le colonialisme français", fit un bras d'honneur à l'issue de l'émission *Preuves par 3* de la chaîne Public Sénat. La presse rappela à cette occasion les accointances passées de Gérard Longuet avec le mouvement Occident, un groupuscule d'extrême droite pro-Algérie française, et sa déclaration, en 2010, pour s'opposer à la nomination de Malek Boutih, ancien président de SOS racisme, d'origine algérienne, à la tête de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) : "Il vaut mieux que ce soit le corps français traditionnel qui se sente responsable de l'accueil de tous nos compatriotes."
- 12 Sur le site de *L'Express*, le 31 octobre, Gérard Longuet assume : "La France n'a pas à avoir honte de sa présence en Algérie pendant la colonisation (...)." "Refaire l'histoire, cent quatre-vingt-deux ans plus tard, ne permet pas d'aller de l'avant. Je souhaite une relation apaisée entre la France et l'Algérie, mais cela paraît impossible si, à chaque fois que l'on se rencontre, on refait le procès de la colonisation."
- 13 Bien sûr, en Algérie, "les responsables algériens ont multiplié les qualificatifs dans la presse pour commenter le bras d'honneur de l'ex-ministre français : 'Droite française bête et méchante', 'voyous' ou 'réactions honteuses'" (*Le Monde*, 3 novembre). Le 7 novembre, *El Watan* demande à Azouz Begag ce qu'il pense de cette affaire : "Longuet est à la politique française ce que Materazzi était à l'équipe d'Italie lors de la finale de la Coupe du monde France-Italie, en 2006. Le provocateur, beauf de la politique, a été intronisé par Sarkozy à la Défense de la France. Son moteur est la détestation et la haine des autres, Arabes et musulmans en particulier, pour des raisons électorales évidentes. Ni les Algériens ni l'Algérie, pas plus que les Français, d'origine algérienne ou non, ne doivent s'abaisser à donner un coup de tête dans le 'vide'. Ce serait se diminuer. Il faut marquer des buts contre les imbéciles, pas les brutaliser." Pour

autant, “qu’est-ce que cela veut dire ‘demander des excuses’ ? interroge Begag. “C’est aux Français de faire le travail de mémoire, notamment sur les affres de la colonisation en Algérie, puis la guerre d’indépendance et ses massacres, pour aboutir, je l’espère, à un geste politique avec les Algériens. Mais j’insiste : dans la perspective d’une consolidation de nos liens indéfectibles et d’un avenir commun. Qu’on le veuille ou non, l’histoire entre les deux pays a scellé un destin commun. Plutôt que le mot ‘excuses’, je préfère le mot ‘reconnaissance’.”

- 14 N’est-ce pas ce que fit le président François Hollande en déclarant : “Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l’indépendance ont été tués lors d’une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes” ? Mais voilà, pour Christian Jacob, chef de file des députés UMP, il serait “intolérable de mettre en cause la police républicaine et, avec elle, la République”. François Fillon, lui, en a “assez que tous les quinze jours la France se découvre une nouvelle responsabilité, mette en avant sa culpabilité permanente” (Le Monde.fr, 18 octobre). Le lendemain, Le Monde réagit : “C’est une réaction basse et pathétique : celle d’une opposition incapable de s’élever au-dessus des conflits partisans ; celle d’une opposition qui eût préféré que l’on restât dans un silence de plomb indigne d’une République sûre d’elle. M. Hollande a accompli un pas de plus dans la réconciliation de la France avec son histoire et avec l’Algérie. Il a bien fait.” L’historien Jean-Pierre Rioux note lui que “pour l’UMP ou le FN, il y a d’abord des clientèles électorales : les associations de rapatriés, les fils et filles de harkis... La droite soigne d’abord ses intérêts électoraux”.
- 15 Le 8 novembre, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (350 000 adhérents) pouvait se réjouir que “la proposition de loi socialiste qui fait du 19 mars, date anniversaire du cessez-le-feu en 1962, la ‘journée nationale du souvenir’ en mémoire des victimes de la guerre d’Algérie, a finalement été adoptée” (Le Monde.fr, 8 novembre).
- 16 En revanche, “une quarantaine d’autres associations, qui revendiquent plus de un million de membres, défendaient la date du 5 décembre, officiellement retenue depuis 2003, pour rendre hommage aux victimes, mais qui ne correspond à aucun événement de la guerre d’Algérie”. Le 24 octobre, Thomas Wieder, dans Le Monde, cite le sénateur UMP de la Sarthe, Marcel-Pierre Cléach : “On peut comprendre que les anciens du contingent soient attachés au 19 mars, qui fut pour eux un soulagement. Mais pour les militaires d’active, ce jour est un échec. Et pour les harkis et les pieds-noirs, c’est un jour de grand deuil, la fin de l’Algérie française, le jour où ils n’ont plus eu le choix qu’entre la valise et le cercueil.” A contrario, pour Alain Néri, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, “il est temps de revenir sur le 5 décembre, qui est une offense aux victimes de la guerre d’Algérie, car elle n’a aucune valeur historique ou symbolique”. Pour lui, le choix du 19 mars s’impose : “La guerre d’Algérie est restée trop longtemps une guerre sans nom. Elle ne peut pas rester indéfiniment une guerre sans date.”

Le retour des représentations coloniales

- 17 Ainsi, il faudrait croire ceux qui affirment que la France et les Français n’en auraient pas fini avec la guerre d’Algérie, et avec quelques représentations d’un autre âge. Que l’Algérie de papa et un racisme antimaghrébin restent ancrés dans les têtes et les imaginaires... Il y a le cinquantenaire de la fin de la guerre, il y a aussi les faits de société et les polémiques politiques, les stratégies personnelles et la vue basse du court-termisme qui prévalent sur l’intérêt national et le bien public. Peut-on s’interroger sur une décision de justice ? Difficile, mais enfin : “Une ordonnance de non-

lieu a été rendue dans l'affaire Ali Ziri, un retraité algérien de 69 ans mort en juin 2009 après un contrôle de police à Argenteuil (Val-d'Oise), a-t-on appris mercredi 17 octobre de source judiciaire. La famille dénonce une décision 'incompréhensible' (Le Monde.fr, 17 octobre, voir aussi Kiosque n° 1295). Ali Ziri fut placé en garde à vue. Tombé dans le coma, il meurt deux jours plus tard, à l'hôpital d'Argenteuil. "Une première autopsie avait conclu que des problèmes cardiaques et l'alcoolémie étaient les causes du décès. Mais une contre-expertise avait révélé la présence d'une vingtaine d'hématomes, dont certains larges de 17 cm." Pour l'avocat, "le non-lieu est incompréhensible. Le juge n'a pas tenu compte de l'ensemble des expertises qui ont été ordonnées dans ce dossier". Il a fait appel de cette décision auprès de la chambre de l'instruction. "S'il le faut, nous irons jusque devant la Cour européenne des droits de l'homme."

- 18 De son côté, le 5 octobre à Draguignan, Jean-François Copé, qui sans doute n'a pas entendu le message de Latifa Ibn Ziaten, déclare : "Il est des quartiers où je peux comprendre l'exaspération de certains de nos compatriotes, pères ou mères de famille rentrant du travail le soir, apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain au chocolat par des voyous qui lui expliquent qu'on ne mange pas pendant le ramadan."
- 19 Le 6 octobre sur France Culture, Jacques Munier consacre son émission matinale (L'Essai et la Revue du jour) au dernier livre de Jean-Loup Amselle (L'Anthropologue et le Politique, Lignes, 2012). "Il [Jean-Loup Amselle] constate notamment que les représentations que les sociétés occidentales ont appliquées aux peuples du Sud pendant la période coloniale ont depuis lors fait retour dans les pays du Nord, notamment à travers la gestion ethnique des populations des 'quartiers', lesquelles, en guise de 'retournement du stigmat', ont elles-mêmes adopté ces schémas en se réappropriant des stéréotypes ethniques et en revendiquant des identités largement reconstruites mais présentées sous la forme de ce que Gayatri Spivak, figure éminente des études postcoloniales, a défini comme un 'essentialisme stratégique' et qui consiste à figer momentanément les identités pour constituer des communautés 'légitimes' engagées dans la lutte pour la reconnaissance de droits économiques, politiques ou juridiques." Tout cela aurait de quoi "hérissier l'anthropologue soucieux de rigueur scientifique, surtout [qu'il] a consacré ses recherches à étudier la plasticité et la dynamique des cultures" et que "tout cela a pour conséquence directe une dépolitisation du champ social et une relégation concomitante du domaine des luttes économiques. Pour le dire en un mot, ou deux, ceux de Jean-Loup Amselle : identité ou égalité, il faut choisir."

Le fardeau des inégalités

- 20 Si, empêtré dans ces sujets mémoriels et identitaires, on en venait à oublier le champ des faits sociaux, le domaine de l'économique, la question centrale de l'égalité entre citoyens, une étude de l'Insee, *Immigrés et descendants d'immigrés en France*, publiée le 10 octobre, nous sortirait de ces vaines vaticinations pour en revenir à ce choix entre identité ou égalité. Ainsi, il y a bien "deux poids, deux mesures pour les jeunes Français issus de l'immigration. Le chemin qui mène à l'emploi un fils ou une fille né en France de père ou de mère nord-africain, ou des deux, demeure bien plus sinueux que celui parcouru par un descendant d'immigré d'Europe du Sud. Avantage aux seconds, dont 82 % - soit autant que de 'descendants de natifs de France' - trouvent un emploi cinq ans après leur sortie du système éducatif, contre seulement 61 % pour les premiers." "Ces derniers sont également plus longtemps dans la galère : 29 % ont dû traverser au moins deux années de chômage avant de décrocher un job (...). 74 % [des "descendants de natifs de France"] finissent par décrocher un CDI cinq ans

après leur sortie d'école. C'est sept points de plus que pour les enfants d'immigrés maghrébins" (Les Échos, 10 octobre).

- 21 Les explications sont connues, des niveaux de formation plus faibles et l'absence de réseau social : *"ces jeunes, le plus souvent issus de milieux ouvriers ou de parents 'en retrait du marché du travail', ne bénéficient pas d'un réseau de relations sociales qui peut les aider à trouver un emploi. À l'opposé, 'les descendants de Portugais sont en situation d'intégrer le marché du travail dans des segments où leur réseau familial ou communautaire offre un accès plus rapide.' (...) La prise en compte de certains facteurs, tels que l'origine sociale et le lieu de résidence, 'permet d'expliquer 61 % de l'écart entre le taux d'emploi des descendants d'immigrés d'Afrique et celui des descendants de natifs', signale l'Insee dans le dossier de présentation de son étude. N'ayant pas les réseaux des premiers, les jeunes d'origine maghrébine ont beaucoup plus souvent recours à la technique du CV pour décrocher un stage ou un premier emploi. Une démarche qui aurait tendance à les exposer à une sélection par l'origine."* Quant aux "difficultés à l'école [elles] s'expliquent par 'leurs origines sociales nettement plus populaires' : 58 % d'entre eux ont un père ouvrier (contre 26 % pour les descendants de natifs)" (Métro, 10 octobre).
- 22 Quid du carcan des discriminations ? *"L'Insee, incapable de mesurer le poids du phénomène, affirme que cela 'joue vraisemblablement'"* (La Croix, 10 octobre). Une chose est sûre : le sentiment de discrimination, lui, existe bel et bien. Si, *"parmi tous ces enfants d'immigrés, 9 sur 10 se sentent français"* (Métro, 10 octobre), *"67 % ont encore le sentiment qu'on ne les perçoit pas comme des Français (...). Et le problème commence dès le plus jeune âge, à l'école. L'étude révèle en effet qu'ils sont 14 % à avoir l'impression d'avoir été 'moins bien traités à l'école', et surtout en ce qui concerne l'orientation. Comme l'explique la directrice régionale Île-de-France de l'Insee, Sylvie Lagarde, 'ils sont davantage envoyés dans les filières professionnelles et technologiques que les autres'"* (Le Parisien, 10 octobre).
- 23 Pour autant, *"les enfants d'immigrés s'intègrent de mieux en mieux au fil des ans" ; "l'accès à l'emploi et la réussite scolaire s'améliorent lentement d'une génération à l'autre (...)" ; "l'ascenseur social n'est pas en panne"* (La Croix, 10 octobre). *"Près d'un tiers des fils et filles d'immigrés occupent (entre 35 et 50 ans) un emploi plus qualifié que celui de leur père au même âge. Ils sont moins souvent ouvriers que leurs pères (42 % contre 66 % pour leurs aînés). Quelque 14 % (contre 4 %) occupent un emploi de cadre et 20 % se dirigent vers les professions intermédiaires (contre 7 %)"* (Le Figaro, 10 octobre).
- 24 Pour M. Lenglard, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee : *"La situation des descendants d'immigrés est meilleure que celle des immigrés. Preuve que l'ascenseur social fonctionne, même s'il faut nuancer"* en différenciant les résultats selon les origines, les disparités de réussite scolaire entre filles et garçons et en relativisant la portée de ce constat par le fait que *"la situation des descendants d'immigrés reste moins bonne que celle des personnes dont les deux parents sont nés en France"* (Le Monde, 12 octobre).
- 25 Pour Jean-François Amadieu, professeur à l'université Paris-I-Panthéon Sorbonne, cette étude *"montre que les descendants d'immigrés, à situations similaires, réussissent aussi bien que les autres. En gros, si on mettait dans les mêmes conditions un Français issu de l'immigration à la 5^e ou 6^e génération, il obtiendrait les mêmes résultats que les descendants d'immigrés de 2^e génération. Pour ces populations, le problème de l'accès au travail peut donc s'expliquer autrement que par une simple discrimination."* Et de citer parmi les inégalités, outre les traditionnels critères d'éducation, de milieu social ou de réseaux sociaux, la question du *"lieu de résidence, qui n'est pourtant pas considéré comme un facteur discriminant. Elle montre pourtant que ce lieu peut jouer, comme le font les critères sociaux traditionnels"*. *"Ces*

inégalités touchent tous ceux issus de milieux modestes. Immigrés ou pas” (20 Minutes.fr, 11 octobre). “*Dans les cités il y a un mur, et ce mur il faut le casser pour qu’on puisse vivre ensemble*”..., disait Latifa Ibn Ziaten.